



GT perspectives salariales du 27 octobre 2021

Déclarations de Solidaires

Point 1 Méthode de dialogue social

Nous sommes très réservés sur la méthode de dialogue social annoncée telle que vous l'a décritez, qui consiste en « une réflexion d'ensemble déconnectée de toute perspective immédiate de mise en œuvre ». Le travail en groupes de travail n'a-t-il pas pour but dans le contexte pré-électoral des présidentielles de déterminer les pistes d' un « à valoir » pour le prochain quinquennat , ce qui nous paraît problématique en termes de portée réelle.

Pour Solidaires, il ne doit pas s'agir de co-construire le programme du prochain quinquennat concernant la fonction publique mais d'améliorer concrètement les salaires et les carrières des agents publics sur la base des propositions des organisations syndicales.

L'exercice que vous proposez nous interroge donc quant au flou de l'objectif recherché, sa finalité, compte tenu de l'urgence actuelle sur la situation salariale des agent-es de la fonction publique dans ses trois versants (le versant territorial ne devant pas rester en arrière), avec nécessité de recentrer la rémunération de l'indemnitaire vers l'indiciaire, et de réduire les inégalités.

Point 2 Attractivité de la fonction publique

La question de l'attractivité de la fonction publique est à relier plus globalement à la place qu'on donne aux services publics et à la fonction publique, au sens des missions et aux moyens alloués budgétairement, qu'il s'agisse des moyens donnés pour l'accomplissement des missions que de la rémunération du personnel.

D'abord la place de la fonction publique. Cette question est centrale. Dans le contexte actuel de mise en œuvre d'une politique libérale, la fonction publique est trop souvent regardée comme un ensemble de charges budgétaires à réduire, alourdissant les dépenses publiques, tandis que l'Entreprise est placée au cœur du projet libéral comme acteur et moteur principal de l'activité économique, l'esprit d'entreprise et l'individualisme étant à promouvoir. Dans une telle vision, le fonctionnaire bashing bat son plein et le débat tourne autour du nombre de fonctionnaires, jugé.e.s toujours trop nombreux-euses, trop coûteux-euses. L'intérêt de la fonction publique, dont on réduit en permanence la voilure et les missions, ainsi avec CAP 2022, et les moyens alloués (budget, personnel), s'en ressent par voie de conséquence.

Pour Solidaires, Les services publics et les agent-es publics qui les servent sont une richesse, et le financement des services publics un investissement. Pour Solidaires, ils-elles doivent faire partie intégrante d'un projet de transformation sociale ouvrant la voie à la redistribution des richesses pour une société solidaire. Le développement des services publics doit être recherché : école, la santé, petite enfance, perte d'autonomie. L'accomplissement des missions de service public devient alors valorisé, et celles-ci prennent tout leur sens. Une fonction publique statutaire, forte, compétente, indépendante, loin de toute forme de clientélisme, et dont les qualifications sont reconnues à leur hauteur en termes de rémunération, notamment concernant les filières féminisées, est indissociable de cette conception des services publics que Solidaires porte et la rend attractive.

Le manque de désirabilité de la fonction publique est donc bien issue de multiples facteurs, et la sous rémunération endémique des agent-es par rapport à leur niveau qualification, notamment des filières féminisées (filiale sociale, de la santé, éducation, culture ...), participe à cette dévalorisation. La baisse de participation aux concours en témoigne. Le recours grandissant aux contractuel-les développe l'emploi précaire et mal rémunéré. Il participe à la déstructuration de la fonction publique. Solidaires Fonction Publique revendique la titularisation massive des contractuel-les. La faiblesse de la rémunération de la catégorie C, qui subit une smicardisation rampante, concourt aussi à cette désaffection, ainsi dans la FPH (aides soignantes) ou dans la FPT (75% de C dont 35% de contractuel-les). **A cet égard, pour renforcer l'attractivité de la fonction publique, il faut combattre les inégalités et la sous- rémunération (F/H, entre catégories et versants), en termes indiciaires, et améliorer les conditions de travail dans toutes les dimensions.**